

## **Les causalités de l'improbable et du probable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale**

**MICHEL DOBRY**

Les réflexions qui suivent ont une ambition étroitement limitée en regard de la dimension historique des processus de « transition » en cours dans les pays d'Europe centrale et orientale [1]. Elles ont en effet pour objet de repérer certains des problèmes que pose aux sciences sociales l'analyse des mobilisations de rue qui, de façon très variable selon les pays, ont, à l'automne de 1989 et dans les tout premiers mois de 1990, contribué à l'émergence et à l'affirmation de ces processus.

Ce choix pourrait surprendre : les chercheurs en sciences sociales, et spécialement ceux qui s'intéressent aux processus de transition, n'ont très souvent qu'un faible intérêt pour des objets empiriques aussi petits et indignes, en regard de ce qui paraît « fonder le politique », que ces phénomènes incontrôlés de « foule » prenant place dans la rue (laquelle ne saurait bénéficier alors du label autrement plus valorisant d'« espace public »).

Sans doute cette hiérarchisation implicite des objets de recherche n'est-elle pas propre à l'analyse des transitions à la démocratie. Dans les trois cas auxquels je m'attacherai ici - ceux de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie - elle est d'autant plus injustifiable que les manifestations de rue y ont à l'évidence constitué une composante centrale des premières phases des processus de transition. Si l'on peut dire, en gros, la même chose de la Bulgarie, par exemple, il n'en est pas tout à fait de même, on le sait, en dépit du recours fréquent à cette forme de mobilisation, des cas polonais et hongrois. Pareille hiérarchisation est intenable pour une autre raison encore, pas moins importante : l'observation des ensembles que forment les manifestations de rue, qui se comptent dans chaque cas national par centaines, sinon milliers, d'unités, permet en effet de rencontrer efficacement certains des questionnements susceptibles de nous donner prise sur les processus que désigne le label incertain et homogénéisant de « transition » [2]. En raison de leur portée théorique, deux de ces questionnements seront privilégiés dans ces pages.

Le premier concerne l'analyse des mobilisations ou, si l'on préfère, de l'action collective, les manifestations concernées donnant à voir quasi-expérimentalement comment ces mobilisations peuvent « décoller » et, pour ainsi dire, « prendre ».

Le second questionnement renvoie à l'analyse des conjonctures critiques, l'essentiel des travaux sur les transitions ayant justement pour faiblesse d'avoir négligé d'explorer les effets de l'irruption, dans les trajectoires des transitions, de périodes marquées par la fluidité politique (la place et le « poids » des manifestations de rue y représentant un excellent révélateur aussi bien des brusques fluctuations de la « valeur » des différentes ressources politiques que des contraintes de situations qui s'imposent alors aux perceptions) [3].

Ces questionnements ne sont certes pas exclusifs d'autres appréhensions possibles des mêmes phénomènes. Le type d'intelligibilité des faits sociaux dont ils sont porteurs opère cependant un déplacement sensible de l'intérêt théorique et de la curiosité empirique par rapport à d'autres visions, « intrigues » ou problématiques qui tendent à s'imposer spontanément à l'esprit du chercheur. Deux brefs exemples suffiront.

Le premier a trait à une imagerie extrêmement prégnante qui a pour assise le saisissant contraste « culturel » qui semble opposer les manifestations, dans les moments cruciaux de la période évoquée dans les trois cas étudiés. Ainsi, depuis à peu près le milieu de septembre 1989, à Leipzig, chaque lundi, en fin d'après-midi, à la sortie du travail, souvent une serviette à la main, les gens se rendent dans le quartier autour de l'église Saint Nicolaï et, en partant de là, vont tranquillement manifester une heure ou deux sur le Ring. A cette image de manifestation disciplinée, ordonnée, régulière, calme, ritualisée s'opposent d'autres images. A Prague, à l'issue de la répression de la manifestation étudiante du 17 novembre, les manifestations deviennent quotidiennes, fiévreuses, haletantes. Un véritable « sens de l'urgence » semble les habiter - l'on décide (mais en fait la « décision » ne fait que consacrer ce qui se passe déjà dans la rue, place Venceslas) de manifester pacifiquement tous les jours jusqu'au lundi 27 novembre, date pour laquelle est lancé un appel à une grève générale de deux heures. Ces mobilisations aboutissent très rapidement, dès le 24 novembre, à un premier succès tout à fait spectaculaire : la démission de l'ensemble de la direction du parti communiste tchécoslovaque. Dans le cas roumain en revanche l'aspect « civilisé » des mobilisations - c'est-à-dire avant tout, on l'aura compris, la limitation du recours à la violence - semble entièrement

absent des manifestations. Le basculement politique paraît ici également se concentrer sur à peine une semaine, entre le 16 décembre, date de la manifestation de Timisoara, et le 22 décembre, date de la fuite de Ceaucescu ; l'action collective y revêt d'emblée un style convulsif, brutal, incontrôlé, tout comme la répression qu'elle rencontre. Le sang coule et dès lors on n'hésite pas à attribuer, au moins sur le moment, aux événements roumains le label de « révolution » authentique (car c'est là la logique courante des classifications de la vie quotidienne aussi bien que, autant le dire, savantes).

Différences de « natures », de « caractères » ou de « tempéraments nationaux » ? Il se trouvera toujours des spécialistes d'« areas studies » pour promouvoir ce type d'« explication » (et, d'ailleurs, n'est-ce pas aussi là l'interprétation des acteurs eux-mêmes : nombreux sont par exemple les Praguais qui, une fois l'événement passé, mettront le caractère pacifique de leur "révolution de velours" sur le compte, justement, de la "tradition nationale"). Et pour convoquer, argument massif, la frontière indélébile séparant la "vraie" Europe centrale, protestante ou catholique, des sociétés plus "orientales", marquées à jamais par la culture de l'orthodoxie. La conclusion est pourtant, ici comme ailleurs, hâtive et fragile. Le "tempérament" que l'on plaît à prêter aux manifestants est-allemands n'a jamais empêché, on devrait le savoir, l'irruption de la violence de rue, et de la violence politique en général, dans les luttes politiques en Allemagne. Et que dire, du point de vue des « tempéraments nationaux », de la norme émergente de non-violence apparue au cours des manifestations et confrontations de la transition bulgare ? Conclusion hâtive aussi parce que, hypostasiant de supposés invariants culturels multiséculaires, qui détermineraient de manière univoque destins des sociétés et actions de leurs membres, elle rend le chercheur inattentif à la réalité des schèmes, grilles ou « cadres interprétatifs », à celle des réseaux de significations qui, à la fois, contraignent et servent de matériaux aux perceptions, calculs, visions du possible, du risqué et du probable des acteurs de ces processus. Et inattentif du même coup à ce qui lie entre elles ces mobilisations : car, au-delà des spécificités des configurations des systèmes de domination des trois pays, c'est une corrélation forte qui s'observe ici entre l'ordre d'apparition des mobilisations massives dans la rue et la sensation d'urgence - « maintenant et jamais » - que trahit le tempo des mobilisations dans le cas des processus de transition les plus « tardifs ». Dans les phases ultérieures de la compétition politique en Roumanie ou en Bulgarie, cela prendra d'ailleurs l'allure d'une occupation permanente, jour et nuit, de la rue. La portée de ce constat

s'accentue en outre sensiblement lorsqu'on prend la précaution de réintroduire dans l'analyse les temporalités, bien plus longues, des « transitions » en Hongrie et, a fortiori, en Pologne.

On entrevoit dès maintenant que ce simple constat est lourd d'implications pour notre propos, dont, d'abord, qu'il s'est joué quelque chose transnationalement (et tout à fait indépendamment des « tempéraments nationaux » censés caractériser ces sociétés) dans l'émergence de ces mobilisations et, sans doute, dans leurs destins. Malheureusement, nommer cela « contagion », « effet de démonstration » ou, de façon un peu décalée, « cycle de protestation » ne suffit pas à faire avancer d'un pouce la connaissance que nous en avons.

Le deuxième exemple concerne des visions de la causalité constitutives de ce que j'ai appelé ailleurs l'illusion étiologique [4]. Je ne l'évoquerai que très brièvement. Ici (c'est-à-dire avec les transitions en Europe de l'Est) comme ailleurs en effet, il se pourrait bien que, comme le suggère Barrington Moore, la bonne question ne fut pas tant « Pourquoi les hommes se révoltent-ils ?, mais plutôt, « Pourquoi ne le font-ils pas plus souvent ? » [5]. Il est clair en effet que ni le mécontentement, ni la domination subie, la frustration ou la privation - qu'elles soient « relatives » ou « absolues » - le sentiment d'illégitimité des autorités en place, le refus de leurs valeurs ou de leurs pratiques (etc.), ne sauraient expliquer pourquoi ces mobilisations surgissent sous la forme, dans les lieux et au moment où elles le font. On peut, sans aucun risque d'être démenti, avancer que si le mécontentement (et ses diverses variantes « motivationnelles ») avaient constitué le ressort causal de ces mobilisations, alors on aurait eu affaire depuis longtemps, et en permanence, à des contestations aussi puissantes. Ce rappel serait aujourd'hui probablement superflu - du moins je l'espère - si certains auteurs se rattachant à la sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux n'avaient eu la tentation de recycler, sous des labels divers (comme ceux de « dégel cognitif » ou de « libération cognitive »), une de ces variantes justement, le vieux schème expliquant, sur un mode superbement circulaire, l'émergence de l'action collective de la mobilisation ou de la contestation par le miracle d'une « prise de conscience » préalable à l'action [6]. Dois-je ajouter que ce type de reconstruction de la dimension « symbolique » ou « cognitive » des pratiques des acteurs représente probablement le moyen le plus sûr de passer à côté de la manière dont les représentations, cognitions et perceptions des acteurs contribuent à façonner aussi bien leur participation - ou non participation - aux mobilisations que les contours de ces dernières.

Qu'on ne s'y trompe pas toutefois. Si la vision ordinaire de la causalité et de l'explication est constitutive d'une illusion ou d'un véritable obstacle intellectuel, ce n'est pas seulement, ni d'abord peut être, en raison d'un appel incontrôlé à des « explications » motivationnelles de la sorte (en fait des problématiques qui se veulent plus « structurelles » opèrent souvent de manière semblable). C'est bien l'orientation particulière de l'intérêt théorique et empirique du chercheur qui est ici en cause, sa définition implicite de l'« énigme » à résoudre : ce qu'il convient de rechercher se borne en effet, dans cette vision, à l'identification des « facteurs », « variables » ou « déterminants » situés en amont des événements ou phénomènes à expliquer. Ces derniers - les crises politiques, les transitions, les mobilisations dont elles sont faites - étant d'emblée conçus comme dépourvus de mystère, comme transparents, immédiatement intelligibles, allant de soi, en d'autres termes sans véritables intérêt pour le chercheur, l'essentiel de son attention devant se porter justement vers les « causes » de ce qui est supposé connu.

Les limites de l'utilitarisme L'une des tentatives - parmi les plus ambitieuses au plan théorique - pour échapper à ce type de difficultés est formulée, dans la tradition de l'utilitarisme, par Mancur Olson. Sa construction, bien connue, se déploie à partir du constat de la rationalité individuelle de stratégie de free riding : il ne suffit pas que des acteurs sociaux aient de bonnes raisons pour agir ensemble en vue d'une fin collective pour qu'on assiste à l'émergence de l'action collective. L'action collective dans des groupes de grandes dimensions est dès lors peu probable. Lorsqu'elle apparaît malgré tout, Olson explique la participation effective à la mobilisation d'un nombre significatif de membres d'un tel groupe « latent » par la présence d'incitations sélectives individualisées, soit positives, soit encore négatives [7]. C'est très précisément la difficulté à laquelle est confrontée sa construction. Il est impossible, en effet, d'identifier à une échelle de masse, dans ces mobilisations, quoi que ce soit qui corresponde à de semblables incitations sélectives..., sauf à relâcher abusivement la définition de cette notion, en « découvrant » alors sur un mode tautologique, des incitations sélectives « molles » toutes les fois que l'on observera ce type d'action collective « improbable ». C'est là malheureusement, dans le cas des mobilisations analysées ici, la tentation d'Olson lui-même, qui, tout en minimisant singulièrement le nombre des participants, attribue l'émergence de l'action collective à des incitations sélectives aussi "molles" que, par exemple, l'excitation que la participation à des événements aussi surprenants ne peut manquer de provoquer (et, pour un nombre d'acteurs qu'il admet devoir être limité, à l'espoir de s'ajuster - to establish their suitability -

au nouveau type de société devant émerger des événements) [8]. En somme, force est de constater que la participation massive aux manifestations que l'on observe dans les trois cas n'est guère congruente avec la construction théorique d'Olson.

La démarche de ce dernier n'en a pas moins un double mérite : mettre en question le lien causal motivations (mécontentement) / action collective et, simultanément, désigner une dimension importante des processus de mobilisation, les coûts et les risques de diverse nature pour ceux qui se mobilisent, coûts et risques qui sont fréquemment tels, qu'ils tendent à dissuader des protestataires « latents » de passer aux actes.

De fait, certains aspects des manifestations de l'automne-hiver 1989 gagnent en intelligibilité quand on introduit dans l'analyse de la perception la gestion de ces coûts. On observe ainsi en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie un bond quantitatif considérable dans la participation aux manifestations dès le moment où les coûts et risques associés jusque là à la participation s'effacent visiblement. Le 9 octobre, à Leipzig, les forces de l'ordre affichent leur non-intervention, dès le lendemain donc des confrontations violentes qui ont marqué la dispersion des manifestations qui s'étaient saisies du 40<sup>e</sup> anniversaire de la R.D.A. et, surtout, de la visite de Gorbatchev. A Prague, de même, la police laissera les étudiants manifester place Venceslas deux jours seulement après leur manifestation réprimée du 17 novembre. Le lendemain (20 novembre) le nombre des manifestants sera multiplié par quatre ou cinq ; ils seront autour de 200.000.

Le processus d'effondrement soudain et ostensible des coûts liés à l'action collective ne se retrouve pas du tout, en revanche, dans le cas roumain, où la participation est d'emblée associée à des risques physiques élevés (et au surplus accentués par les media et les « rumeurs »). Ce seul fait devrait suffire à invalider toute théorie construite d'un strict point de vue utilitariste. Mais il en est en réalité un peu de même, à un niveau de risque sensiblement moins élevé, en R.D.A. et en Tchécoslovaquie, dans les manifestations qui précèdent l'effondrement visible des coûts de la participation à l'action collective ; ces mobilisations « improbables » se réalisent alors, comme en Roumanie, en absence d'incitations sélectives individualisées (et indentifiables), au moins pour la majeure partie de leurs protagonistes et, surtout, en dépit des coûts et des risques anticipables.

Espaces et lois de la mobilisation Paradoxalement, l'un des grands points aveugles des perspectives utilitaristes tient à ce que celles-ci ne parviennent pas à rendre compte de la façon dont individus et groupes qui se mobilisent peuvent, dans le cours de leur action, neutraliser les « paradoxes » olsoniens de l'action collective. Elles ne parviennent pas, en d'autres termes, à rendre compte de la façon dont les acteurs de ces mobilisations calculent, lorsqu'ils calculent.

Il faut, pour commencer à saisir ces calculs et, simultanément, saisir comment des mobilisations comme celles qui sont analysées ici peuvent « prendre », déplacer l'éclairage des coûts de la participation vers la structuration des espaces sociaux des mobilisations et vers les processus d'interaction stratégique - ou de « décision interdépendante » - qui y prennent place [9].

Abordons la question par son plan le plus élémentaire, dans les moments où la « réussite » de la mobilisation n'est pas encore acquise, où celle-ci n'a pas encore « pris » (et l'histoire, l'histoire notamment des systèmes de type soviétique, est pleine d'épisodes enfouis de mobilisations amorcées qui n'ont pas « pris » et, pour cette raison, sont promises à l'oubli ou au désintérêt de l'historien). Observons simplement « ce qui se passe », c'est-à-dire ce que font nos acteurs, dans les moments où les mobilisations « décollent », ou ne « décollent » pas [10].

D'une façon qui ne devrait surprendre aucun spécialiste des sciences sociales, le calcul des acteurs - y compris des acteurs réputés les moins « calculateurs » - devient alors immédiatement fonction de l'information. Mais pas de n'importe quel type d'information : rapidement dans les lieux où se produisent les premiers basculements, ce sort de la mobilisation locale semble dépendre lourdement de l'information sur ce qui se passe (ou pourrait se passer) dans d'autres sites analogues. On appellera ici unités naturelles de l'espace de mobilisation ces sites qui peuvent être, lorsque, par exemple, les premiers basculements se réalisent dans une université, d'autres départements de la même université, ou d'autres universités, dans d'autres villes ou encore d'autres types d'établissements scolaires. Mais ces unités peuvent être aussi bien, selon les mobilisations, d'autres usines ou ateliers d'usine, d'autres quartiers ou d'autres villes ou encore d'autres casernes ou d'autres régiments (souvent, en toute rigueur, les "coups d'Etat" ne sont pas autre chose que des processus de mobilisation assez semblables, sous ce rapport, à ceux que nous analysons dans ces pages). Le contact avec ces « autres significatifs » [11] de tout groupe qui se mobilise ou, mieux, la

visibilité de leur mobilisation éventuelle, deviennent des facteurs décisifs de la survie d'une mobilisation en gestation. Autrement dit, la notion d'information la plus pertinente pour notre objet est celle qui se distingue de la communication conçue en tant que transmission intentionnelle d'information : l'information obtenue indépendamment de la volonté des protagonistes du jeu, produite dans le cours des interactions par des processus expressifs, moins (ou pas du tout) contrôlés, moins intentionnels, n'est certainement pas moins importante - c'est une formulation prudente - que la communication proprement dite [12].

Une mobilisation qui « prend », une mobilisation, en ce sens, « réussie », est toujours un processus dans lequel les protagonistes sont à même de vérifier que d'autres unités naturelles de l'espace de mobilisation entrent également en mouvement ou sont sur le point de le faire. Il s'agit là d'une bonne approximation de l'une des grandes lois qui gouvernent les mobilisations. Nous avons ici aussi la clef d'un fait étrange (du moins pour ceux des spécialistes des mouvements sociaux qui veulent croire que ces derniers sont commandés principalement par des fins collectives, des projets stratégiques ou des valeurs ultimes communs aux acteurs mobilisés) : une part considérable des débats et des compétitions dans chacun des sites où s'effectue le « décollage » de la mobilisation consiste toujours, dans ces moments, à déterminer - davantage que les « objectifs » du mouvement, sa finalité ou son programme - si tel autre site, telle autre unité naturelle de l'espace de mobilisation a, ou n'a pas, rejoint la mobilisation.

L'espace de mobilisation est donc, à ces moments de « décollage », un espace social qui d'une certaine manière préexiste à la mobilisation. Il lui préexiste en ce sens d'abord que les segmentations et cloisonnements dont il est constitué - qui définissent les unités naturelles auxquelles on a fait allusion plus haut - proviennent d'autres principes de structuration que les nécessités ou les « besoins fonctionnels » que l'on pourrait être tenté de prêter aux mobilisations (c'est en ce sens, et ce sens seulement, que l'on peut qualifier ces unités de « naturelles »).

Il reste que cet espace tend aussi à être redéfini par la trajectoire de la mobilisation elle-même, les échanges de coups dont elle est faite, et aussi, leurs résultats (il suffit pour illustrer ce type de processus de restituer le caractère de point focal ou de saillance que gagnent rapidement les manifestations de Leipzig évoquées plus haut pour les mobilisations de la « transition » est-allemande [13] saillance qui est à

l'évidence un effet de la « réussite » de la mobilisation, c'est-à-dire, d'abord, tout simplement de son « décollage »).

On ne peut cependant rendre compte de façon satisfaisante de ce qu'est un espace de mobilisation qu'à la condition de le saisir simultanément sous un autre angle. La structuration de cet espace, qui s'impose ainsi à la « marche » des mobilisations (c'est-à-dire d'abord aux calculs, estimations et définitions de situation de leurs protagonistes), impose du même coup des perceptions plus ou moins cristallisées ou, mieux, de véritables préjugés sociaux sur ce que « sont » les membres de ces autres unités naturelles et sur ce que la mobilisation peut en attendre. On verra plus loin l'importance de ces préjugés sociaux dans les basculements politiques de 1989.

Ces points acquis, ouvrons un bref instant une parenthèse à propos de l'une des questions parmi les plus délicates pour l'analyse des espaces de mobilisation : aux différents moments de la mobilisation le format, si l'on peut dire, de l'espace de mobilisation pertinent - c'est à dire qui intervient effectivement, à tel moment particulier, comme matériau et comme contrainte situationnelle dans les calculs des acteurs - est un format variable, façonné par les trajectoires de la mobilisation et par ses antécédents. Ceci a quelques conséquences décisives au plan théorique qu'on ne peut mentionner ici qu'allusivement [14]. Il s'agit du problème des seuils dans les mobilisations. C'est en effet d'abord en regard des espaces de mobilisations, des unités naturelles qui les constituent (et des expériences antérieures de mobilisation), qu'opèrent les seuls « effets de seuil » qui « comptent » dans les manifestations (et plus généralement les mobilisations), c'est à dire qui « comptent » dans les calculs et définitions de situation des acteurs qui se mobilisent ...ou ne se mobilisent pas. C'est dire l'impasse dans laquelle se sont engagés les chercheurs qui cherchent à identifier, pour toutes les configurations possibles de manifestations, de foules ou de rassemblements (etc.), des seuils quantitatifs dont le franchissement garantirait soit le succès ou la cristallisation de l'action collective, soit, au minimum, la mobilisation des indécis. Cela signifie surtout que, lorsque les nombres « comptent », ce ne sont pas nécessairement, loin de là, les grands nombres. Il faut le souligner avec force : même lorsqu'il s'agit des « transitions » est-européennes, l'intelligence du « décollage » des mobilisations implique le plus souvent de s'intéresser à la façon dont l'action collective « prend » à l'échelle, qu'on peut dire « micro-sociologique », des espaces de mobilisation de format restreint, dans les unités naturelles au plus près de l'expérience quotidienne des acteurs.

En dépit de données encore très parcellaires à cette échelle « micro-sociologique », il est hors de doute que ces processus ont été à l'oeuvre, dans chacun de nos cas, pleinement, et fort banalement, si on les compare à d'autres processus de mobilisation, dans d'autres contextes. Ce qui en revanche est relativement original et spécifique aux événements est-européens de 1989, en tant qu'ensembles particuliers de manifestations, c'est que sur un plan cette fois parfaitement « macro-sociologique », ces processus ont eu tendance à jouer transnationalement [15], la RDA, la Tchécoslovaquie et la Roumanie étant devenues, dans l'enchaînement historique des manifestations de 1989, des éléments - unités naturelles - d'un espace de mobilisation particulier, alimentant et contraignant en même temps les calculs, estimations et définitions de situation des acteurs de ces basculements politiques.

L'inattendu et le probable C'est également en regard de la structuration des espaces de mobilisation que s'énonce une autre des grandes régularités sociologiques de la même famille que celle que l'on vient d'évoquer. Le cheminement des premières manifestations en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie permet de vérifier combien la puissance d'une mobilisation peut être également fonction du caractère non anticipé, surprenant ou paradoxal de l'entrée dans le jeu de certains segments sociaux, groupes ou unités naturelles : l'inattendu, l'imprévisible, le surprenant ne sont en effet déchiffrés comme tels par les acteurs qu'en relation, justement, aux « préjugés sociaux », perceptions et anticipations participant des espaces de mobilisation. Le surgissement de l'inattendu consiste alors souvent en l'apparition de l'action collective là où elle était perçue comme hautement improbable [16].

Ce surgissement revêt dans le cas est-allemand une allure presque idéal-typique. Si l'on fait appel à la terminologie proposée par Albert Hirschman [17], il y prend en effet l'apparence de l'usage que font de l'ouverture soudaine de la frontière hongroise non pas ceux qui ont choisi de « prendre la parole » (voice) - les opposants politiques - mais, au contraire, des vacanciers qui, chacun pour soi, optent pour la « désertion » (exit) et, par simple effet d'agrégation, donnent ainsi naissance à l'une des incarnations les plus étranges de l'action collective. Beaucoup plus classiquement, il intervient en Tchécoslovaquie sous la forme du débordement le 17 novembre par des étudiants d'une commémoration semi-officielle, alors qu'une manifestation organisée par des groupes oppositionnels quinze jours plus tôt, malgré son importance « objective » (mais seulement ex-

post) pour l'historien, apparaîtra à tous, de façon significative, sur le moment, comme dépourvue de lendemains.

Ces illustrations risquent cependant de ne restituer qu'une vue tronquée de ce type de processus. Car c'est de ce point de vue que l'on appréhende aussi le plus efficacement ce qui relie entre elles les mobilisations en RDA et celles qui lui succèdent en Tchécoslovaquie et en Roumanie [18].

Il faut pour rendre ce processus se reporter aux « préjugés sociaux » des acteurs, encore une fois en amont des mobilisations de l'automne de 1989, et, plus précisément, à l'image du « bastion RDA » et aux perceptions de la « nature » de sa société, fortement prégnantes, y compris parmi ses propres indigènes. L'inattendu, sous ce rapport, ce sont les manifestations d'octobre, là justement où on ne les imaginait guère, et, bien sûr, les résultats auxquels elles aboutissent rapidement (les démissions collectives de la direction du parti et du gouvernement interviennent dès le 8 novembre ; le 9 novembre le mur de Berlin « tombe »). C'est aux cris de « ça a marché en RDA » que va s'ébranler la manifestation étudiante du 17 novembre à Prague.

Les transformations que ce type de processus introduit dans les espaces de mobilisation se traduisent ainsi par des brusques redéfinitions du possible et du probable. Il s'agit bien sûr, ici encore, de représentations, mais celles-ci ne sont pas moins contraignantes pour les acteurs que les « préjugés sociaux » évoqués ci-dessus. On peut le vérifier de façon intéressante dans une sorte de situation limite, le congrès du Parti communiste roumain organisé en dehors de toute mobilisation protestataire locale. Beaucoup d'observateurs - journalistes ou « spécialistes » - ont mis l'accent sur l'étrangeté, ou même le caractère « surréaliste » du déroulement parfaitement orthodoxe de ce congrès. Or cette sensation d'étrangeté était aussi, très largement, celle de nombreux acteurs indigènes du congrès, tous amenés, plus ou moins volontairement, à tenter, avec beaucoup d'application, de sauvegarder les « apparences normales », à jouer « normalement » leurs propres rôles, à faire justement comme si eux-mêmes n'étaient pas affectés par les transformations intervenues dans les perceptions du possible et du probable [19].

Répertoires d'action collective et stratégies d'escalade Ceci signifie aussi, en d'autres termes, que l'émergence de l'action collective tend à dépendre au moins autant - sinon davantage - des chances de succès entrevues par les acteurs que des coûts qu'ils peuvent lui associer. Le succès - que ce soit au plan de la cristallisation de la mobilisation ou à

celui des résultats auxquels celle-ci peut aboutir - incite simultanément les individus et groupes qui vont entrer alors en action à attribuer l'occurrence de ce succès aux formes d'action collective mises en oeuvre (on le verra jusque dans l'importance au sein des manifestations, un peu partout en Europe de l'Est, de chandelles allumées...)

Ceci étant, il est clair qu'en ce qui concerne les répertoires d'action collective observables en RDA et en Tchécoslovaquie, les manifestations bénéficient d'une véritable centralité. L'essentiel de l'action collective s'y coule en effet dans cette forme particulière de mobilisation et, très rapidement, participer au mouvement ou à la contestation y consistera, pour la majeure partie des gens mobilisés, à aller aux manifestations. Ceci n'a rien de « naturel » cependant, et le tempo des mobilisations, ainsi que leur enchaînement historique, n'y sont probablement pas tout à fait étrangers. Cette centralité ne se rencontre guère en Hongrie ou en Pologne, par exemple. Dans ce dernier cas, il semble bien qu'avant même l'émergence de Solidarnosc, les dirigeants du KOR avaient cherché à contourner les manifestations de rue - perçues comme difficiles à contrôler - au profit de mobilisations dans des lieux sociaux plus délimités.

Cette centralité des manifestations n'implique pas davantage que les répertoires d'action collective s'y limitent. On a recours aussi à d'autres formes de mobilisation, qui vont de la pétition (par exemple, avant le « décollage » des manifestations à Prague, la pétition « Quelques phrases... » avait recueilli plus de 30 000 signatures, principalement dans le monde de l'intelligentsia et du spectacle) aux grèves. Mieux : lorsqu'il s'agit pour les dirigeants oppositionnels à Prague d'essayer de construire une image - « une stratégie » - d'escalade, c'est le passage de la manifestation de rue à la grève qui leur semble symboliser le mieux une montée dans une échelle d'intensité, gravité ou efficacité : la décision est prise dans la nuit du 19 au 20 novembre de manifester tous les jours jusqu'au lundi 27 novembre, jour pour lequel est lancé un appel à une grève générale de ...deux heures ! En RDA il faut attendre janvier 1990 pour voir les grèves se multiplier dans l'industrie. Ce phénomène est immédiatement interprété comme un signe de l'accentuation brusque de la perte de contrôle de la situation par l'ensemble des « états-majors », du côté des autorités comme dans les organisations oppositionnelles. C'est que les grèves, lorsqu'elles sont effectives, traduisent - objectivent - l'extension des mobilisations au monde ouvrier, qui constitue alors encore un des ressorts (et thèmes) essentiels des revendications de légitimité de la part des dominants.

On comprend dans ces conditions cette sorte d'hystéresis des représentations qui conduit le dimanche 26 novembre, la veille de la grève générale, le tout nouveau premier ministre Adamec, s'adressant aux quelques 500 000 personnes rassemblées par l'opposition sur le plateau de Letna, à Prague, à les appeler à réduire la grève... « à quelques minutes ». Chaleureusement applaudi, à son arrivée, par la foule, Adamec perd ainsi, en quelques minutes, un crédit politique qui aurait pu être décisif, au moins pour son destin personnel.

Gestion de la violence et crises des transactions collusives Il reste que dans aucun des deux cas précités les processus d'escalade effectifs ne prennent la forme d'une intensification de la violence. Ceci s'explique bien sûr, pour une part, en termes d'« apprentissage historique » (les expériences de 1953, 1956 ou 1968). Mais la violence n'en est pas pour autant absente des manifestations. Elle intervient, on s'en souvient, dans les phases initiales des mobilisations, sous la forme de la répression. Elle est présente dans les multiples manifestations qui se déroulent, aux cris de « Gorbi ! Gorbi ! » en RDA, le 7 octobre, à l'occasion de la visite de Gorbatchev pour le 40e anniversaire de la RDA. C'est une dispersion « musclée » de la manifestation étudiante du 17 novembre à Prague qui servira de point focal aux premières manifestations qui suivront (on annoncera alors un mort). Dans les deux cas il s'agit d'une violence que l'on peut dire ordinaire, comparable à celle qui se rencontre dans nombre de démocraties occidentales. L'important pour l'intelligence des processus de mobilisation se situe en fait, on l'a signalé, dans la renonciation ostentatoire à l'usage de la violence vis à vis des manifestants dans les jours qui suivent. Le lundi 11 octobre les manifestations de Leipzig et de Dresde ne subissent aucune intervention des forces de l'ordre, une partie de « l'appareil communiste » ayant visiblement opté, au moins localement, pour un « dialogue » avec les opposants (il y aura, par la suite, de longues polémiques autour de la paternité de cette « décision »).

A Prague, dès le 19 novembre, les forces de l'ordre se contenteront de barrer les ponts donnant accès au « château » (palais présidentiel). Des rumeurs faisant état de la présence de blindés aux portes de Prague s'étant propagées, on verra même à la télévision le ministre de la défense, en uniforme, démentir toute velléité de répression armée du mouvement (le 24 novembre au soir).

Cette limitation du recours à la coercition, puis son abandon visible sont tout naturellement attribués, par les manifestants, à l'efficacité de leurs manifestations. Ce point de vue, s'il n'est pas entièrement

erroné, demeure toutefois très incomplet. Cette gestion de la violence résulte d'abord des clivages et luttes qui traversent déjà, au moment où se produisent les premières manifestations, l'ensemble des secteurs « stratégiques » de ces systèmes politiques, et en particulier leurs « hauteurs ». En réalité en RDA, comme en Tchécoslovaquie, d'autres acteurs que les manifestants, sur d'autres « théâtres d'opération », pour d'autres « motifs », se saisissent, dès ces moments, de ces mobilisations pour tenter de marginaliser, voire éliminer leurs concurrents ou adversaires : la mobilisation n'est pas seulement celle de la rue. Ce processus touche alors une large partie des haut-commandements des divers secteurs coercitifs (armées et polices), qui tendent alors à s'autonomiser davantage vis à vis des autres « centres de pouvoir », en jouant la non-intervention ou même, sans doute, la « neutralité ». Autrement dit, les manifestations s'accompagnent alors de l'irruption d'une crise ouverte des rapports collusifs entre les secteurs stratégiques de ces systèmes [20]. On ne saurait en outre surestimer, dans l'ensemble de ces processus, un autre aspect de l'effondrement de la collusion dont ont longtemps bénéficié ces systèmes. Les autorités ne disposent plus au cours de cette période - et cela de façon affichée - de la possibilité du recours à l'appui externe, c'est à dire soviétique : c'est cet aspect là des crises collusives qui est évidemment le plus lisible, d'emblée, pour les gens qui vont se mobiliser.

Ces observations valent tout autant en ce qui concerne le cas roumain. Certes les premiers manifestants y rencontrent immédiatement la violence ouverte. Mais, en contrepartie si l'on peut dire, cette violence confronte alors les responsables des secteurs coercitifs, et bien d'autres sans doute, à des choix tactiques ressentis comme urgents : en fait, dans le cas roumain, les cassures internes à l'armée deviennent visibles presque immédiatement, de diverses manières ; l'annonce par les autorités du suicide du ministre de la Défense, le général Vasile Milea, qualifié de « traître », a pour « effet pervers » d'accentuer davantage encore la visibilité de ces cassures. Elles affectent également une large partie des forces de la « Securitate » : en dépit de la dramatisation qui a accompagné ces événements, il semble bien qu'à partir de ce moment la résistance des éléments favorables au maintien de Ceaucescu soit devenue éparse, sans coordination, réduite à l'action de quelques petits groupes ou mêmes d'individus isolés, plus qu'à celle d'unités organisées.

La structure des « consensus » de non-violence Nous rencontrons ici l'une des clefs de l'apparition possible, dans les moments de basculement politique, de normes émergentes - que les protagonistes

des processus étudiés tendent parfois à labelliser « consensus » - de non recours à la violence.

Une fois apparue, une telle norme émergente contraint, comme on peut l'observer aisément dans les cas est-allemand et tchécoslovaque, les perceptions, calculs, et actes tactiques de tous les acteurs ; tous « savent » alors, sur un mode pragmatique, qu'il peut être coûteux de s'en écarter les premiers - c'est là la structure ordinaire de tous les « consensus » réels, c'est à dire qui « comptent » pour les acteurs politiques. L'important est de discerner quelques uns des ressorts sociaux de l'apparition de semblables normes. Si l'on doit, certes, faire ici la part de ce qui renvoie à un intérêt tactique élémentaire des manifestants peu préparés à affronter une violence organisée ouverte et, plus marginalement, de ce qui est lié aux dispositions ou orientations éthiques de certains (mais pas tous, loin de là) des leaders oppositionnels, l'essentiel tient sous ce rapport à « ce qui se passe » alors dans et entre les secteurs coercitifs, aux crises des transactions collusives qui les affectent, à la dynamique des échanges de coups par lesquels ces crises se manifestent. Et à ce que ces crises tendent à produire, dès lors que les mobilisations oppositionnelles aboutissent à leurs premiers succès, à savoir l'inhibition tactique qui, dans les conditions d'irruption de la fluidité politique, tend à gagner alors les « forces de l'ordre » (y compris, on y reviendra, dans le cas roumain). C'est dire à nouveau, bien sûr, combien il serait dangereux de surcharger l'apparition de tels « consensus » d'interprétation en termes de « cultures politiques nationales » : il s'agit de produits purement historiques liés pour l'essentiel au détail de l'enchaînement des coups échangés. Et surtout, comme dans tous les cas de « consensus » réels, les acteurs ne s'y trompent pas, qui en jouent, en transgressent les limites et en modifient le contenu, ou encore, lorsqu'ils en ressentent le besoin et en voient l'opportunité, les remettent en cause dans leurs actes tactiques.

Car la violence n'intervient pas seulement dans les phases initiales de nos processus de transition. Elle surgit aussi plus tardivement dans la trajectoire des mobilisations, à l'initiative, souvent, des manifestants oppositionnels, même là où ces derniers ont pu mettre longtemps en avant le caractère « pacifique de leur action. Elle intervient, alors, en tant que ressource politique qui divise et oppose très vite divers promoteurs des transitions. Elle vise d'abord, classiquement, ceux auxquels Crane Brinton attribue le label de « modérés » [21], anciens communistes ou « réformistes », que le processus de transition amène dans un premier temps au pouvoir et qui deviennent ainsi les cibles de mobilisations se définissant comme plus « radicales ». Les

manifestants s'en prennent souvent dès lors à des lieux « symboles » de l'ancien pouvoir (par exemple, l'occupation et le saccage dans diverses villes de la RDA, autour du 15 janvier 1990, des locaux de la « Stasi ») et, plus globalement, tendent à tirer profit de l'inhibition des secteurs coercitifs vis-à-vis de tout usage de la force. Il n'est nullement déraisonnable d'entrevoir dans cette inhibition tactique l'un des ressorts majeurs du recours des nouveaux gouvernants roumains, pour « nettoyer » la rue, à des forces « supplétives » beaucoup moins spécialisées et légitimes mais, ponctuellement, plus efficaces à ces moments là : les mineurs.

Les logiques de la fluidité Sur un plan plus général, l'efficacité de ces vagues de manifestations ne saurait être pensée en dehors de la restitution des conjonctures dans lesquelles elles interviennent [22]. Le point mérite que l'on s'y attarde. Pour noter sans doute, au préalable, que l'ensemble des phénomènes pointés ici tend à confirmer la réalité de la complexité structurelle des systèmes autoritaires est-européens, leur différenciation en une multiplicité de sphères ou secteurs sociaux plus ou moins autonomes les uns par rapport aux autres, fortement institutionnalisés et, en dépit des idéologies officielles, enserrant l'activité de leurs acteurs dans des logiques sociales spécifiques à chacun d'entre eux et tendanciellement autoréférentielles) [23]. Or, dans les conjonctures routinières, celles dans lesquelles les jeux sociaux demeurent, en gros, sectorisés, l'économie générale des systèmes sociaux complexes a pour effet notable, en ce qui concerne le point discuté, une tendance à l'insensibilité structurelle des secteurs stratégiques vis-à-vis d'une large classe de manifestations et de manifestants. S'agissant de systèmes autoritaires, on doit à coup sûr tenir compte aussi - en tant que facteur spécifique pouvant contribuer au « décollage » des mobilisations - de tout ce que le recours à des formes de mobilisation faisant l'objet d'une prohibition institutionnalisée (mais ressenties comme légitimes) peut, lorsque la mobilisation - de façon inattendue - parvient à « prendre », ajouter à la puissance de la mobilisation. Mais, même dans de telles configurations, tout ne se joue pas exclusivement dans les manifestations, notamment pas l'efficacité « externe » de ces dernières, leur « poids » dans les luttes politiques. Cette efficacité des manifestations de l'automne 1989 doit en effet être rapportée à la multisectorisation des mobilisations que les manifestations alimentent et dont elles sont simultanément l'occasion et, surtout, à ce que cette multisectorisation entraîne, la transformation rapide des conjonctures politiques, leur basculement vers la fluidité politique.

Si les manifestations ont ainsi contribué à l'irruption de conjonctures fluides, celles-ci ont tendu, en retour, à affecter lourdement la façon dont les manifestations peuvent « peser » dans les compétitions et conflits politiques. Lorsque ces derniers échappent au cloisonnement, à la sectorisation qui caractérise les conjonctures routinières et qu'ils condamnent leurs acteurs à s'orienter et agir dans des contextes marqués par l'incertitude structurelle (effondrement de l'efficacité des repères, définitions de situation et instruments routiniers d'évaluation, anticipation et, plus généralement, de calcul politique) et par une perte de contrôle sur la portée des coups joués, les manifestations semblent en effet bénéficier d'un « poids » particulier dont certains ressorts au moins peuvent être identifiés. On en signalera deux. Alors que, en premier lieu, dans de semblables contextes de « crise », nombre de responsables politiques sont inévitablement tentés par les manoeuvres couvertes, les marchandages discrets et accords secrets avec certains de leurs adversaires, concurrents ou opposants - c'est là l'origine en particulier, de l'hypothèse avancée par Juan J. Linz [24] - du « rétrécissement de l'arène politique » dans les situations de « crise » expérimentées par les systèmes démocratiques -, on est bien forcé de relever, à l'encontre des présupposés de cette hypothèse et, pour tout dire, des visions paranoïdes qui tendent à émerger à propos de ce type de conjonctures, l'absence de tout primat causal du couvert et du secret sur le visible. Les arrangements discrets - dont, au demeurant, on n'a, même aujourd'hui, qu'une connaissance assez limitée - ne résistent dans aucun des trois cas bien longtemps à ce qui se joue à découvert, tout particulièrement dans les manifestations. On peut le voir, par exemple, aux destins précaires des premières équipes gouvernementales qui succèdent à l'effondrement des régimes communistes, équipes dont la composition et l'orientation furent soit négociées entre "réformateurs" communistes et certains chefs oppositionnels, soit déterminées, semble-t-il, dans le cas roumain au moins, par un processus de cooptation autour d'un noyau restreint d'anciens responsables du régime déchu. C'est là aussi l'une des raisons pour lesquelles les chefs "réformateurs" sont amenés, lorsqu'ils cherchent encore à canaliser les mobilisations, à, simultanément, payer de leur personne en affrontant directement, en « face à face », les manifestants. Si la « parole malheureuse » d'Adamec sur la plaine de Letna connaît de multiples variantes à Leipzig, Dresde ou Berlin, ce sont probablement les concessions arrachées en « face à face » le 12 janvier 1990 aux dirigeants du Conseil du Front du Salut National à Bucarest par une manifestation de dimension très réduite, pas plus de 3.000 manifestants (il ne s'agissait, on s'en souvient, de rien de moins que de la mise hors la loi du parti communiste et du rétablissement de

la peine de mort) qui illustrent le mieux les contraintes situationnelles de ce type d'interaction et les risques politiques qui lui sont liés.

Surtout, dans des conjonctures marquées par l'incertitude structurelle, les manifestations, par ce qu'elles donnent à voir, tendent sur le mode expressif, à devenir, si l'on peut dire, des attracteurs d'interprétation : elles tendent à façonner les définitions de situation qui s'imposent alors aux acteurs dépossédés de leurs instruments routiniers de calcul politique. Il ne faut guère s'étonner dès lors que les manifestations aient eu pour enjeux les « objectifs » et le « sens » même des mobilisations et des événements. C'est dans les manifestations d'abord - et non dans les états majors des groupements oppositionnels - que l'« objectif » de la démocratisation de la R.D.A. fut submergé par celui de la réunification allemande. Fait aussi significatif, nombre de premiers mobilisés, proches souvent des oppositions démocratiques organisées et réticents à l'idée de la réunification, perdront rapidement la possibilité physique d'exprimer de façon significative leur option dans les manifestations, s'exposant, lorsqu'ils tenteront de le faire, à la violence de leurs concurrents. Ils disparaîtront, en ce qui concerne cette « issue », en tant qu'acteurs plausibles du jeu. C'est que se jouent aussi, alors, dans les manifestations, l'identité et jusqu'à l'existence même des acteurs collectifs en tant qu'acteurs. Ce n'est que parce qu'ils ont réussi à organiser de puissantes contre-manifestations - en particulier le 28 et surtout le 29 janvier 1990 - que certains des membres du noyau initial du Conseil du Front du Salut National ont pu se maintenir en position de prétendre au leadership du processus de transition en Roumanie, C'est dans leur impuissance à « exister » dans la rue que s'est située alors l'une des vulnérabilités majeures de leurs équivalents réformateurs allemands et tchèques.

J'aimerais, en guise de conclusion, prolonger ces brèves observations dans deux directions complémentaires.

Les exercices d'autoflagellation auxquels se sont livrés de nombreux spécialistes de sciences sociales à l'issue des basculements de 1989 sont destinés à demeurer de simples rituels académiques, sans production d'aucun effet de connaissance, tant que l'analyse des mobilisations ou de l'action collective et celle, que l'on sait plus fragile, des processus de transition continueront à ignorer la variété et les transformations des conjonctures dans lesquelles se déploient activités tactiques, calculs et mobilisations des individus et des groupes. A l'encontre de ce que semblent croire aujourd'hui encore certains auteurs se rattachant à la perspective de la « mobilisation des ressources », admettre l'idée que les systèmes sociaux ou les

« structures » politiques puissent connaître des transformations d'état n'équivaut nullement à avaliser sous quelque forme que ce soit une vision de l'action collective ou de la mobilisation en tant que pathologie de la société. C'est simplement accepter que les « structures », les institutions ou les "contextes d'action" ne sont pas tout à fait des choses, c'est mettre à distance toute tentation de les réifier, c'est, enfin, reconnaître l'importance analytique de leur plasticité, c'est à dire aussi, de leur vulnérabilité possible à l'action des hommes, en particulier, et parfois sur le court terme, à leurs mobilisations.

Des difficultés analogues tendent, dans nombre de travaux actuels, à obscurcir tout autant ce qui fait, pour les acteurs sociaux, l'opportunité de leur action. Il est aisé de montrer que les conceptions courantes de ce qui est constitutif de la « structure d'opportunités politiques » sont marquées par un pesant - et peu maîtrisé - préjugé objectiviste. On se borne en effet le plus souvent, sous ce label un peu trompeur, à faire référence à des facteurs « structurels » aussi « lourds », et le plus souvent aussi durables, que, par exemple, l'ouverture ou la fermeture du système politique aux revendications ou demandes des groupes sociaux dominés, la stabilité ou l'instabilité électorale des alignements politiques, la présence auprès des groupes protestataires d'alliés influents, etc. [25]. La faiblesse de ce type de conceptualisation tient bien sûr d'abord à son aspect étiologiste, à ce qu'il n'est jamais illégitime pour les sciences sociales, lorsqu'il s'agit de l'action collective ou de la mobilisation, de soulever la question déjà évoquée « pourquoi les gens agissent ils à ce moment et non pas à tel autre ? » Mais elle provient aussi d'un autre aspect, moins aisé à voir, des ainsi dites « structures d'opportunité politiques » : les usagers de cette notion tendent à localiser l'« opportunité » de l'action prioritairement, voire exclusivement, à l'extérieur de celle-ci, dans l'environnement lointain et stable de ceux qui agissent, pourraient agir ou agiront plus ou moins « ensemble ».

Comme on a pu le discerner avec la brève discussion de ce que j'ai provisoirement appelé les espaces sociaux des mobilisations, pour penser l'opportunité de l'action, il convient de renoncer à ce type de postulat externaliste et accorder au moins autant d'attention à la façon dont les acteurs déchiffrent le possible et le probable, le risqué et le jouable, dans ce qui se passe dans les « unités naturelles » qui structurent les espaces de mobilisation et dans lesquelles les mobilisations peuvent « décoller » et « prendre ». Il faut, en somme, placer au coeur de l'analyse les logiques de situations dans lesquelles les acteurs et leurs calculs sont pris ; ce serait, à mes yeux, un sensible pas en avant dans ce domaine des sciences sociales.

---

[1] Ces réflexions ont fait l'objet d'une communication lors d'un colloque organisé en mars 1990 par le Nucleo de Estudos da Violencia de l'Université de Sao Paulo. Elles s'appuient pour l'essentiel sur des matériaux concernant la période qui précède cette date, mais les évolutions ultérieures des processus analysés en Europe centrale et de l'Est ne semblent pas devoir conduire à les remettre en cause ; je les ai complétées pour la présente version par quelques éléments de discussion - et des références - à propos de la littérature sociologique publiée depuis 1990.

[2] Sur quelques uns des problèmes qui se posent à propos de l'usage de la notion de transition à la démocratie dans les sciences sociales, voir en particulier mon « Introduction » à ce numéro de Cultures & Conflits.

[3] Autant dire d'emblée qu'il semble improbable qu'un autre type de questionnement, celui qu'on a parfois appelé la « transitologie » et qui situe son « enigme » centrale dans des liens causaux supposés associer différents types de trajectoires historiques de « sortie » des systèmes autoritaires à des types particuliers de résultats, puisse présenter un intérêt comparable. S'il y a certainement beaucoup à apprendre des différences observables entre les divers pays en « transition », il serait en effet vain, et passablement naïf aussi, d'y rechercher les lois du développement historique que présuppose, qu'on le veuille ou non, l'orientation de ce troisième type de questionnement ; à pareille ambition de mettre à nu les « lois de l'histoire », il est préférable de substituer celle, plus à notre portée, de tenter de dégager, ici et là, le jeu éventuel de « lois dans l'histoire » (C.f. Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.). C'est là précisément la posture des deux questionnements évoqués ci-dessus.

[4] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, pp. 48 - 60 ; voir aussi d'un point de vue plus général, Rod Aya, *Rethinking Revolutions and Collective Violence*, Amsterdam, Het Spinhuis, 1990.

[5] Barrington Moore, *Injustice*, Londres, Macmillan, 1978.

[6] Ce biais affecte même certains travaux se situant partiellement dans le sillage de l'école de la « mobilisation des ressources » ; voir par exemple la tentative de synthèse, peu assurée à cet égard (mais

intégrant une réflexion sur les mobilisations de 1989), de Sidney Tarrow, *Power in Movement*, New York, Cambridge University Press, 1994.

[7] Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 (1ère édit. américaine 1966).

[8] Mancur Olson, "The Logic of Collective Action in Soviet-type Societies", *Journal of Soviet Nationalities*, vol. 1, n° 2, summer 1990.

[9] Sur ces processus voir avant tout Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1960 ; Erving Goffman, *Strategic Interaction*, Oxford, Basil Blackwell, 1970 ; Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, op. cit.

[10] Je reprends dans les développements qui suivent certains éléments théoriques que j'ai pu dégager à propos d'un tout autre contexte de mobilisation. Cf. "Calcul, concurrence et gestion du sens", in P. Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

[11] J'emprunte librement cette notion à Peter L. Berger et Thomas Luckmann, *The Social Construction of Reality*, London, Penguin Books, 1971.

[12] Pour des observations largement congruentes avec cette analyse et confirmant ses conclusions à partir de la mise en oeuvre de schèmes théoriques issus de la théorie des jeux - diverses variantes du « jeu de l'assurance » - voir Rasma Karhlins et Roger Petersen, "Decisions Calculus of Protesters and Regimes : Eastern Europe 1989", *Journal of Politics*, vol. 55, n° 33, août 1993, pp. 588-614.

[13] Voir, par exemple, dans une littérature déjà abondante, Christian Joppke, *East German Dissidents and the Revolution of 1989*, London, Macmillan, 1995.

[14] On se reportera à Michel Dobry, "Calcul, concurrence et gestion du sens", art. cit.

[15] Pour des observations congruentes, voir Didier Bigo, « Les jeux du politique et de la transnationalité », *Cultures et Conflits*, n° 5, printemps 1992.

[16] C'est de ce point de vue sans doute que l'« élément de surprise » dans les mobilisations de 1989 est le plus significatif pour les sciences

sociales ; voir aussi, pour des réflexions voisines, Timur Kuran, "Now out of Newer, The Element of Surprise in the East European Revolution of 1989" in Nancy Bermeo (eds), *Liberalization and Democratization. Change in the Soviet Union and Eastern Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1991, pp. 7-48.

[17] *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge, Harvard University Press, 1970 ; depuis que ces lignes ont été écrites, Hirschman lui-même a abordé frontalement la question évoquée ci-dessus dans "Exit, Voice and the Fate of the German Democratic Republic", *World Politics*, 1993, vol. 45, n° 2, pp. 173-202. Voir également John Torpey, "Two Movements, not a Revolution : Exodus and opposition in the East German Transformation, 1989-1990", *German Politics and Society*, n° 26, summer 1992, pp. 21-42 ; Norman M. Naimark, "« Ich will hier raus » : Emigration and the Collapse of the German Democratic Republic" in Ivo Banac (ed.), *Eastern Europe in Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, pp. 72-95, et Christian Joppke, *Eastern German Dissidents and the Revolution of 1989*, op. cit.

[18] C'est probablement l'un des oublis majeurs de la « transitologie » que d'avoir négligé, parmi les aspects internationaux ou transnationaux des transitions, cette dimension qui échappe largement aux politiques (policies) conduites par des bureaucraties gouvernementales, para-gouvernementales ou par des organisations politiques internationales. Pour une bonne formulation typique de la démarche de la « transitologie », voir Laurence Whitehead, "International Aspects of Democratization", in G. O'Donnel, Ph. C. Schmitter, L Whitehead, *Transition from Authoritarian Rule, Comparative Perspectives*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986.

[19] Ces observations doivent être rapprochées des belles analyses que Goffman consacre aux phénomènes d'autopersonnification dans certaines situations - plus ordinaires sans doute que celle à laquelle on fait ici référence - dans lesquelles les « apparences normales » s'écroulent. Un individu confronté à ce type de situation peut-être amené à « soudain manier consciemment les routines que le temps avait rendues automatiques, extérieures à la conscience, et il s'ensuit qu'il a le sentiment de monter un spectacle, une représentation, une mise en scène » (*La mise en scène de la vie quotidienne (t.2) : les relations en public*, Paris, Ed. de Minuit, 1973).

[20] Sur les transactions collusives, voir M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, op. cit.

[21] Crane Brinton, *The Anatomy of Revolution*, New York, Vintage Books, 1965 (1ère édit. 1938).

[22] Sur l'importance de l'irruption de périodes de fluidité politique pour l'analyse de certains processus de transition, voir en particulier Richard Banégas, "Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique", *Cultures et Conflits*, n° 12 ("L'action collective : terrains d'analyse"), hiver 1993, pp. 105-142.

[23] Sur la vulnérabilité hautement anticipable que les systèmes de type soviétique devaient à leur caractère de systèmes complexes, au sens indiqué ci-dessus, on se reportera à la conclusion d'un article que j'ai publié en 1983, "Mobilisations multisectorielles et dynamiques des crises politiques", *Revue Française de Sociologie*, vol. XXIV, n° 3, juillet-septembre 1983, pp. 395-419.

[24] Juan J. Linz, *Crisis Breakdown and Reequilibration*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1978.

[25] Voir, entre autres, pour une formulation récente, S. Tarrow, *Power in Movement*, op. cit., chapitre 5. Le plus souvent sans le savoir, les auteurs qui aujourd'hui font appel à cette notion reprennent ainsi tardivement divers éléments de ce dans quoi Smelser avait autrefois vu plusieurs types de « conductivité structurelle » permettant à divers types de comportements collectifs de se déployer (cf. Neil J. Smelser, *Theory of Collective Behavior*, New York, The Free Press, 1962).